

LA FAIM CONTRE LE TIERS MONDE

Pour une nouvelle politique du développement

par

M. Marcel RUDLOFF

*Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques
de l'Université de Madagascar*

Il m'est échu le redoutable honneur de vous parler d'un thème en apparence fort bien connu : la faim contre le Tiers-Monde (). Il existe de nos jours une importante littérature descriptive des pays de la faim, aussi l'étrange risque qui guette tout conférencier est de n'ajouter qu'une feuille de plus à de vieilles archives. De surcroît, une conférence, comme dit la chanson, « c'est peu de chose », deux petites heures pour évoquer un monde et ses profondeurs accablantes. Vous risquez fort de rester sur votre faim !*

Permettez-moi dès lors, Mesdames et Messieurs, de m'écarter un peu des sentiers battus et de vous parler en économiste (ce qui est déjà une première limitation) qui souhaite analyser, plutôt que décrire ; pour satisfaire votre faim documentaire, des annexes historiques et statistiques seront publiées, susceptibles d'éclairer les perspectives qu'une conférence, malheureusement, ne fait qu'esquisser.

Je m'inscrirai en faux contre une tradition économique que d'aucuns croient bien établie. Jadis, en des temps pas trop reculés, l'on rencontrait sur ce genre d'estrade un personnage que les esprits sérieux appelaient, sans cligner de l'œil, l'économiste distingué. Cet homme, que distinguaient les bourgeoisies occidentales du XIX^e siècle, était un aimable rhéteur, sophiste à loisir et économiste par accident. Pour lui,

(*) Conférence donnée à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Tananarive le 22 octobre 1965 dans le cadre des manifestations organisées par la « Semaine de la faim » ; cette conférence a été placée sous le haut patronage du Président de la République et sous la présidence de M. Jacques RABEMANANJARA, ministre d'Etat chargé de l'Agriculture, de l'Expansion Rurale et du Ravitaillement.

et pour l'Etat qui le payait, le monde allait de son mieux, chacun se trouvant à la place que lui avait assignée de toute éternité la divine providence. Une mécanique céleste présidait aux heures et jours, et transcendait nos petites misères d'ici-bas. Famine et désolation étaient des malheurs inévitables, inscrits ineffaçablement dans notre destin : des constantes, qu'une analyse intelligente pouvait négliger. Le monde étant ce que vous savez, cette philosophie assurait aux uns le bien-être matériel sur cette terre, et aux autres l'espoir d'une récompense éternelle.

Cet homme providentiel est mort, et le désarroi secoue la chapelle. Toute une mythologie menace de s'écrouler qui cachait si bien le malheur et la misère des autres. Avec quelque retard, nous feignons de comprendre qu'il n'existe pas d'« ordre naturel et essentiel des sociétés », mais un ordre ou un désordre créé par les hommes. L'homme est responsable de sa condition matérielle : famine et misère ne sont pas des fléaux que nous envoient des dieux irrités. L'économiste distingué, dupeur dupé, n'a été, selon le mot de François PERROUX, que « l'expert et le caméraliste des intérêts dominants ». Il s'est servi de l'économie, en desservant la science économique. Le voile déchiré laisse entrevoir un monde différent de celui qu'on nous avait dépeint.

Il revient de nos jours à l'économiste de faire son choix en connaissance de cause :

— *ou bien de se voiler les yeux et d'appeler les choses par un nom qui n'est pas le leur : le paysan affamé et exploité qui se révolte n'est alors qu'un castriste ou un communiste, et la solution du problème n'est plus économique. Dans une telle perspective, l'économiste est un luxe superflus ; le problème posé relève de la maréchaussée ;*

— *ou bien l'économiste verra dans l'objectivité scientifique sa raison d'être, il analysera avec rigueur le monde qu'il habite, et dans ce cas seulement, sa fonction présente une utilité sociale certaine. C'est ce que demande Romain ROLLAND dans cette formule concise : « Le mensonge, même héroïque, est une lâcheté ; il n'y a qu'un héroïsme au monde : c'est de voir le monde tel qu'il est, et de l'aimer ». Ma façon d'aborder le problème de la faim vous a fixé sur mon choix.*

Ce monde que nous affrontons, n'est pas du tout celui des relations paisibles et du pain (ou du riz) partagé. Plus d'un milliard d'hommes croupit dans la misère la plus complète et se meurt de faim. Plus de 2 milliards sur 3 souffrent de malnutrition, de sous-nutrition et des multiples maladies de carence alimentaire (1). Des émeutes de la famine secouent périodiquement l'Inde et d'autres régions de l'Asie, sans parler de l'Amérique Latine. Famine et malnutrition s'étendent

en Afrique et se rencontrent à Madagascar. A Tananarive, la malnutrition et la sous-alimentation ne sont malheureusement pas choses rares ; la Côte Est et le Sud malgache connaissent des périodes de mauvaises soudures que la franchise exige d'appeler des famines. N'oublions pas non plus ce que Pierre MOUSSA, en parlant des Etats-Unis, vient d'appeler le « Tiers-Monde intérieur » (2) et qui se rencontre dans tous les pays développés.

La science économique traditionnelle n'a certes pas brillé par son courage, ni par sa lucidité. Elle a longtemps délibérément ignoré la faim et la misère des masses paysannes et urbaines prolétarisées. Le XIX^e siècle est remarquable par ses déclarations hypocrites et ses faux coups d'encensoir. L'hypocrisie d'alors, consterne lorsque l'on se rend compte que la faim se trouvait implicitement intégrée à la doctrine économique officielle depuis MALTHUS (3,4).

Selon ce vertueux pasteur, la population, par son mouvement naturel et son instinct génésique incontrôlé, serait amenée à croître à un taux nettement supérieur à celui des subsistances alimentaires. C'est là une vérité relative, valable à l'intérieur des cadres technico-économiques existants, fausse ailleurs, comme l'a montré l'Europe d'après MALTHUS. Il demeure qu'une doctrine s'est élaborée à partir de là, admettant que le rééquilibrage des hommes et des subsistances se ferait par la mortalité humaine, c'est-à-dire par la faim. C'est là une autre version de la « main invisible » !

« Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, disait MALTHUS, au grand banquet de la nature, ne trouve point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller, et ne tarde pas à mettre sa menace à exécution ». C'est clair ! Jusqu'en 1940, toute la doctrine économique orthodoxe a vécu sur ce mythe de l'équilibre naturel qui tue les hommes, mais qui sauvegarde les structures socio-économiques périmées.

Seuls, les socialistes ont mené, en Europe, l'attaque contre cette idéologie, et seul Karl MARX a démontré qu'il ne s'agit pas d'affamer l'homme, mais d'élargir le pouvoir de production en renversant quelques barrières pourries. Une littérature sociale et socialiste s'est emparée du thème de la misère pour décrire, dans tous les pays, les abîmes de détresse des masses urbaines. Une jeune littérature indienne, sud-américaine, africaine (5), asiatique, nous dévoile aujourd'hui la misère des colonisés, j'entends des masses paysannes du Tiers-Monde.

Si la conscience mondiale semble se réveiller aujourd'hui, nous le devons à des solitaires résolus, tels que Josué de CASTRO, (6), le Dr

SCHWEITZER, René DUMONT, le père LEBRET, Tibor MENDE, Lord BOYD ORR, qui ont fondé en 1957 une association mondiale contre la faim ; nous le devons à la F.A.O. (Organisation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation), qui organise depuis 1960, une « Campagne contre la faim », dont les résultats commencent à devenir palpables.

Les nations nanties sont en voie de découvrir, je ne dis pas de mesurer, la misère du Tiers-Monde. Il n'y a pas longtemps, l'actuel premier ministre anglais, Harold WILSON, écrivait cette phrase révélatrice, à laquelle le Président NEHRU faisait écho en 1958 :

« Pour la majeure partie de l'humanité, le problème le plus urgent n'est pas celui de la guerre, ni celui du communisme, ni celui du coût de la vie... : c'est le problème de la faim. Et celà, parce que la faim est en même temps effet et cause de la pauvreté et de la misère, où végètent un milliard et demi d'êtres humains ».

La faim est destructrice des Sociétés humaines comme elle est destructrice des hommes. Le Tiers-Monde salue les pèlerins de la paix ; mais il souhaite plus ardemment encore des pèlerins qui dénoncent la faim, et qui la combattent, car pour les affamés, la paix relève du vocabulaire des riches.

La faim, qui nous scandalise aujourd'hui, cette plaie qui défigure le Tiers-Monde, n'est-elle pas, à voir ce monde de plus près, le signe extérieur le moins discutable, mais non le plus profond d'une société humaine profondément bouleversée ? Elle est une cause, mais elle est aussi effet, et l'économiste se doit d'aller au-delà des apparences.

— Comprendre ce Tiers-Monde, démonter les mécanismes qui secrètent la misère comme ailleurs il secrètent la richesse, s'arrêter un moment dans ces favelles de la faim pour mesurer, face à l'abondance souvent stupide des uns, la vie dérisoire des autres, c'est non seulement faire l'inventaire des misères, c'est aussi en rechercher les causes, et c'est finalement éveiller un espoir raisonnable en des lendemains que la faim n'assombriera plus.

Mesdames et Messieurs,

Je vous parlerai d'abord de ce Tiers-Monde qui est l'univers de la faim et de la misère, pour vous entretenir ensuite de l'espoir du Tiers-Monde. Nous nous interrogerons sur les principales raisons économiques de la misère et du sous-développement d'immenses régions du monde qui ne figurent pas nécessairement parmi les moins dotées en ressources naturelles ; nous rechercherons ensuite plus longuement

les solutions praticables et les voies d'une nouvelle politique du développement.

Du Tiers-Monde, univers de la faim et du sous-développement au Tiers-Monde, univers de l'espoir ! Voilà notre chemin.

I

LE TIERS-MONDE, UNIVERS DE LA FAIM ET DU SOUS-DEVELOPPEMENT

Dans notre monde du XX^e siècle, celui du travail automatisé, des machines programmées, des cités radieuses, de l'abondance et du gaspillage publicitaire, le Tiers-Monde tranche par sa désolation et sa nudité.

Quelle est l'ampleur de cette misère, et quelles en sont les raisons économiques majeures, voilà les deux questions qui nous retiendront dans la première partie de cette conférence.

A) Faim et sous-développement constituent les 2 fléaux jumeaux du Tiers-Monde d'aujourd'hui : ils risquent fort de demeurer le souci majeur de demain.

1) Tournons-nous, un instant seulement, vers les statistiques publiées par les instances nationales et internationales :

— Selon les chiffres officiels disponibles, 72 % de la population mondiale ne disposent pas d'un régime alimentaire minimal, ni en calories, ni en vitamines, ni en protéines. Fait encore plus affligeant : 52 % de la population mondiale, soit plus d'un milliard et demi d'hommes « vivent dans le jeûne chronique et se consomment en une sorte d'auto-destruction » (F.A.O.) (7,8). Il se trouvent, que les zones de la faim endémique, recouvrent exactement les zones du sous-développement économique.

— La misère sociale accentue la misère physiologique. Alors qu'en France, l'on compte 1 médecin pour 950 habitants, à Madagascar, l'on retient 1 médecin pour 14.000 habitants environ, au Sénégal, 1 pour 25.000, au Tchad, 1 pour 60.000, au Niger, 1 pour 87.000, en Haute Volta 1 pour 88.000 habitants (1960). Les mêmes rapports se retrouvent dans les statistiques des infirmières, du personnel sanitaire en général, des hôpitaux et des lits d'hôpitaux disponibles.

L'effet immédiat d'une telle situation se lit dans les taux de mortalité : malgré l'extraordinaire effort de la médecine contempo-

raîne, le taux de mortalité ramené à 11 p. 1.000 en Europe, se tient à 22 p. 1.000 en Asie et à 25 p. 1.000 en Afrique ; l'Afrique Noire connaît des taux de mortalité supérieure à cette moyenne, dès lors que l'on fait exception des villes privilégiées par l'infrastructure sanitaire. Alors que l'Européen moyen peut atteindre 65 à 70 ans, l'Asiatique et l'Africain moyen ne dépassent guère les 30 à 40 ans.

— L'insuffisance de disponibilités matérielles trouve une nouvelle expression dans l'insuffisance des revenus et du pouvoir d'achat. Quelque grande que soit la dispersion des produits nationaux moyens dans le Tiers-Monde, aucun des pays retenus ne dépasse les 500 dollars annuels par tête, alors que les États-Unis atteignaient 2.800 dollars en 1960 et la France 1.200 ; l'Afrique Noire se trouve nettement en dessous de la moyenne du Tiers-Monde, et à Madagascar nous savons que le revenu moyen annuel d'une famille oscille entre 120.000 francs malgaches dans les régions favorisées et 35.000 francs dans les régions pauvres, c'est-à-dire qu'on ne dépasse jamais, en moyenne, les 160 dollars (9,10).

— Comment une famille, souvent nombreuse, peut-elle vivre ou survivre avec, comme tout revenu, 3.000 francs malgaches par mois ?

Ce sont là des chiffres et des moyennes. La misère concrète et individualisée est infiniment plus bouleversante. Ceux qui connaissent un peu la brousse africaine et malgache savent combien les statistiques peuvent mentir et combien la réalité échappe à tout chiffre.

Josué de CASTRO a décrit, pour les pays côtiers sud-américains, l'effarant « cycle du crabe », où l'homme se nourrit de crabes et le crabe des déchets humains, le tout dans une atmosphère de pourriture et de putréfaction ; dans un livre récent sur le Nord-Est du Brésil, il évoque les famines et la désolation des hommes, dans d'immenses régions que la culture spéculative de la canne à sucre a stérilisées pour toujours (11).

Plus proche de nous, le Malien Seydou BADIAN, ministre du Développement, décrit la misère de la brousse africaine dans un ouvrage qui a retenu l'attention internationale et qu'il a intitulé « Les dirigeants africains face à leur peuple ». Retenons simplement ce passage :

...« Il faut voir dans certains villages, 95% de la population frappée de cécité : onchocercose. Ne parlons pas de l'analphabétisme. Les famines, les épidémies qui tuent ou mutilent derrière le rideau muet de la brousse, et ces cases humides, obscures, à l'atmosphère insalubre, dans lesquelles s'entassent pêle-mêle enfants et parents. Jamais description ne peut donner à un étranger à l'Afrique, l'image

des conditions dans lesquelles vivent les populations africaines, sans commune mesure avec les conditions de vie des citadins, à fortiori des Européens. Laissons les problèmes de niveau de vie et de chiffres.

Diminué par la malnutrition, la maladie du sommeil, grattant un sol difficile avec la daba de ses ancêtres, entouré de sa famille, angoissé par les périodes de soudure, perdant un enfant sur deux, devant se saigner pour payer l'impôt, voyant passer l'infirmier de santé une fois tous les six mois, vivant à 40 km au moins de l'école, l'Africain rural vit dans un autre monde, dans des siècles dont le souvenir petit à petit s'efface dans l'esprit même de l'Africain modernisé. Il faut imaginer aussi les flambées de variole, de méningite cérébro-spinale, voir ces populations portant comme un stigmate ethnique, le goître de la malnutrition. Aucun chiffre, encore une fois aucune étude, aucun tableau comparatif ne peut vraiment éveiller dans la conscience de celui qui ne connaît pas l'Afrique une idée valable de la misère de l'Africain... ».

2) L'avenir immédiat du Tiers-Monde risque fort de n'être qu'une projection aggravée du présent, si de profonds changements tardent à se faire. Là encore, les documents officiels inquiètent par leur pessimisme.

Deux séries de calculs prévisionnels devraient nous porter à réfléchir :

— d'une part, la production agricole globale de l'Afrique Noire n'a progressé que très lentement au cours des 10 dernières années, alors que la population s'est accrue plus rapidement. Il en est résulté en moyenne une baisse de la production agricole par tête de 4 %. L'Afrique de 1963 semble ainsi se nourrir moins bien que celle de 1952 déjà sous-alimentée. Il est plus facile de faire des enfants que de les nourrir ; toute politique nataliste doit donc se doubler d'un extraordinaire effort d'accroissement des subsistances, pour ne pas accroître demain la misère d'aujourd'hui (12).

— d'autre part, les prévisions sur 10 et 20 ans ne paraissent pas encourageantes, au dire du moins des rapports internationaux. Pour garantir aux Africains les mêmes rations alimentaires qu'aujourd'hui, l'agriculture vivrière devrait doubler et parfois tripler sa production dans les 20 ans à venir ; or, cette agriculture stagne aujourd'hui, et parfois recule lorsqu'on calcule les moyennes par tête.

Si rien n'est changé à l'évolution actuelle, les zones de famine s'élargiront en Afrique et les temps de disette s'allongeront (13). L'on comprend ainsi le cri d'alarme que viennent de lancer la F.A.O. et quelques gouvernements avertis.



Le survol des réalités d'aujourd'hui, quelque rapide qu'il soit, impose cette première conclusion que sans une rapide expansion d'une agriculture vivrière modernisée, c'est-à-dire à plus forte productivité, la famine et la misère s'intensifieront dans le Tiers-Monde en général, et en Afrique en particulier. Une régression socio-économique risque alors d'être l'inévitable aboutissement.

B) L'économiste ne peut toutefois pas se contenter de l'étude descriptive de la faim. Si tragique que soit celle-ci, si urgent que soit toute intervention, la faim n'est qu'un dérivé du sous-développement économique général.

Combattre la faim et la misère sociale, c'est s'attaquer au sous-développement. Mais pour gagner cette bataille, il importe au préalable de savoir comment agir et sur quoi : une connaissance plus approfondie des mécanismes économiques essentiels paraît donc indispensable.

Le passé colonial pèse encore très lourdement sur la majorité des économies du Tiers-Monde. Le présent demeure ainsi totalement incompréhensible sans une connaissance sérieuse du passé réel. En parler ici n'est pas mon propos, une importante littérature historique que je citerai en annexe, nous fournit aujourd'hui une documentation sérieuse (14).

En tant qu'économiste, il m'importe plutôt de savoir pourquoi ces immenses espaces, souvent richement dotés en produits agricoles et en possibilités minières, sont demeurés les champs clos de la faim et de la mort. La réponse à cette question nous donnera certainement, de surcroît, d'utiles critères de jugement pour situer le présent.

Je me servirai d'un instrument d'analyse, la théorie du surplus économique, qui ne nous vient pas de la science économique traditionnelle et dont je voudrais vous dire deux mots (15). Cette théorie du surplus économique me paraît fournir aux économistes et aux responsables du Tiers-Monde, l'outil intellectuel certainement le mieux approprié pour aborder les problèmes du sous-développement et du développement.

De quoi s'agit-il ? Partons d'un exemple simple et quotidien. Dans la communauté familiale, ou dans la communauté villageoise, l'on produit pour consommer. Trois situations peuvent alors se présenter :

— ou bien la communauté, par sa production vivrière, ne couvre pas les besoins de consommation ; il faut alors acquérir le supplément à l'extérieur, le plus souvent en s'endettant ;

— ou bien la communauté couvre, par sa production vivrière exactement les besoins alimentaires courants. Toute la production se trouve alors annuellement consommée. Nous sommes en face de l'économie de subsistance ;

— ou bien, 3^e situation possible, la communauté produit au-delà des besoins alimentaires courants, elle dégage un surplus physique, par exemple, quelques sacs ou tonnes de riz, de céréales, de blé, etc... Chaque surplus annuel enrichit la communauté ; grâce à ce surplus vivrier, des hommes liés jusque là au travail de la terre, peuvent s'orienter vers d'autres activités utiles sans manquer pour autant de nourriture : ils construiront des maisons, poseront des routes, fabriqueront des outils, inventeront la petite mécanique, assureront les réparations. Le surplus économique se trouve ainsi à l'origine de la division du travail et de l'investissement.

Revenons à nos économies nationales. En Afrique Noire, les économies sans surplus sont les économies de chasse et de cueillette de l'Afrique Equatoriale ; les économies à surplus, sont les économies agricoles sédentaires, dont le grenier à riz ou à blé constitue le symbole.

Le surplus économique, qu'il soit monétarisé ou non, détermine la capacité d'investissement d'une communauté locale et d'une nation, et donc leur possibilité de développement. Bien entendu, il ne suffit pas de dégager un surplus, il convient surtout de l'employer à des fins productives, c'est même là tout le problème.

Puisque le développement économique et social de toute Société humaine est fonction directe de la création et de l'emploi productif d'un surplus économique, il nous revient de poser deux questions centrales aux pays du Tiers-Monde, à l'Afrique en particulier :

- 1) Le pays, ou le continent en question, ont-ils dégagé un surplus économique ?
- 2) Ce surplus s'est-il trouvé réemployé dans cette société à des fins productives ?

Dans les réponses à ces deux questions se trouve l'essentiel du mystère du sous-développement. Je retiendrai deux exemples qui sont très instructifs en raison de la diversité des mécanismes en jeu : l'Afrique Noire et l'Amérique Latine.

- 1) Pourquoi la Société africaine dans son ensemble, et l'Afrique Noire tout spécialement, connaissent-elles la famine, la misère sociale et le sous-développement dans un monde si puissamment outillé pour l'industrialisation ?

L'analyse n'est guère compliquée et pourrait être intelligible à tous. J'anticipe en vous donnant la conclusion : l'Afrique Noire est sous-développée et misérable parce que, en 3 siècles de calendrier, il ne lui a jamais été possible de réinvestir pour son compte le surplus économique qu'elle a dégagé pour autrui. Je m'explique.

— En 3 siècles d'histoire, l'économie africaine a dégagé un surplus économique qu'il ne convient pas de sous-estimer.

— Du XVI^e au XVIII^e siècle, elle a fourni ses hommes à l'entreprise coloniale européenne dans les 2 Amériques et aux Antilles. Les historiens appellent « grand circuit », le trafic triangulaire qui consistait à acheter contre des produits de traite ou simplement à capturer les Noirs sur la côte africaine, à les transporter Outre-Atlantique pour les échanger contre des produits exotiques que l'on revendait très cher dans les ports européens. Le trafic esclavagiste se trouve d'ailleurs aussi à l'origine de maintes fortunes bourgeoises dans les pays du Tiers-Monde actuel. L'on estime à quelques 50 millions les pertes directes subies en hommes par l'économie africaine. Les pertes indirectes seraient beaucoup plus élevées, surtout si l'on tient compte de la grave désorganisation sociale et familiale et de l'abandon de toute activité agricole suivie (16).

— Au XIX^e siècle, après 1850, s'ouvre une nouvelle période, celle de l'intervention militaire directe de l'étranger en Afrique. Désormais, des sociétés privées étrangères, concessionnaires ou non de terres gratuites (décret DELCASSÉ de 1893), orientent la production locale vers l'exportation. La monoproduction et la monospéculation, rentables pour certains, appauvrissent l'économie africaine et détruisent des sols fertiles. Une totale irrationalité préside à cette économie de traite et de rapine (17).

Il demeure ce résultat affligeant : l'économie africaine est déstructurée, la production vivrière baisse et la production commerciale d'exportation s'intensifie. De nombreux rapports parlent de famines prolongées. Le surplus africain quitte le continent et fait les beaux jours des bourgeoisies européennes. Par des procédés mis au point par l'Administration, qui épaula en ce domaine le secteur privé, le surplus exportable est constamment accru : travail forcé non rémunéré, corvées de cultures d'exportation, importation en nature, c'est-à-dire en produits d'exportation en un temps où l'agent des Compagnies étrangères était aussi collecteur d'impôts, fixation des prix d'achat à des niveaux réels dérisoires, etc..., la liste serait longue.

Ces divers procédés avaient pour objet de capter le surplus économique dégagé et de le drainer vers les circuits d'exportations. Le système monétaire colonial lui-même, avait pour finalité de faciliter ce trafic : il y réussit en liant la création de monnaie au surplus d'exportation et en déviant l'épargne locale vers les activités commerciales extérieures.

Comment s'étonner alors de la sclérose et de la pauvreté de ce continent ? Que reste-t-il des millions de francs-or qui ont transité par l'Afrique ? Comment ne pas comprendre alors l'effort exceptionnel qui est demandé aujourd'hui à des pays appauvris et à des économies déstructurées qui, d'ailleurs, ne se sont pas toutes encore libérées de certains mécanismes spoliateurs (18,19).

2) Si l'Afrique Noire fournit l'exemple type du colonialisme direct, l'Amérique Latine porte témoignage des effets du colonialisme financier.

L'Amérique Latine ne connaît pas, en principe, de colonialisme direct. Son expérience est donc d'un intérêt exceptionnel pour les jeunes nations africaines. Voilà un sous-continent qui jouit depuis longtemps de l'indépendance juridique, voilà un sous-continent qui paraît s'avancer dans la voie de l'industrialisation, qui dispose de villes rutilantes et dont les bourgeoisies fréquentent les plages américaines de la Floride et les cafés parisiens.

Or, en 1965, ce sous-continent se trouve engagé dans la guerre civile, les révoltes paysannes sont générales et la famine s'installe à demeure. Que s'est-il passé ?

Le grand écrivain mexicain, Carlos FUENTES, résume ainsi la situation dans sa controverse avec le ministre nord-américain, Richard GOODWIN :

« 200 millions de personnes vivent en Amérique Latine. 140 millions travaillent pratiquement comme des serfs ; 70 millions se trouvent en dehors de l'économie monétaire ; 100 millions sont analphabètes ; 100 millions souffrent de maladies endémiques ; 140 millions sont sous-alimentés.

Aujourd'hui, ces masses misérables ont décidé de mettre fin à cet état de chose » (20).

A la Conférence de Genève, les économistes sud-américains ont fait part de leur angoisse devant la régression économique qui menace le sous-continent. Le produit national par tête, qui s'était accru de 2,3 % en 1961 et de 0,50 % en 1962, vient de baisser de 0,70 % en 1963. Les cours internationaux tombent, la misère paysanne est proche de l'intolérable. L'échec de l'aide américaine semble total.

L'économie sud-américaine se trouve entièrement satellisée et dépend, pour l'essentiel, de grands trusts internationaux. Ces grandes entreprises ont investi de très importants capitaux dans tous les secteurs-clés des économies sud-américaines, et sont devenues par là, les vrais maîtres ; elle rapatrient chaque année des sommes impressionnantes de profits et de dividendes. Une part notable du surplus économique sud-américain se trouve ainsi prélevée par la voie des fonctions financières et la dégradation tolérée des cours internationaux. Par ailleurs, ces puissants trusts qui ont sous-loué des bourgeoisies locales s'opposent aux réformes agraires sérieuses et se mêlent étroitement de la politique intérieure des États sud-américains (21, 22).

L'on pourrait établir une anthologie accablante. Retenons simplement quelques textes officiels : le Président VARGAS, avant de se suicider, notait dans son testament :

« Après tant d'années de domination et de spoliation par les groupes économiques et financiers internationaux, je me suis fait le chef d'une révolution et j'ai pu triompher. Je commençai l'œuvre de libération et j'instaurai un régime de liberté sociale. J'ai dû renoncer. Ils ne veulent pas que le travailleur soit libre ! Ils ne veulent pas que le peuple soit indépendant ! ».

En avril 1964, un autre Président, Joas GOULART, déclarait aux Brésiliens, avant de partir en exil :

« Il a suffi que je signe un décret réglementant les exportations de bénéfices, il a suffi que j'exproprie des raffineries privées de pétrole, il a suffi en un mot que je prenne concrètement la défense des pauvres et que je veuille construire un Brésil vraiment indépendant, pour que les agents des trusts internationaux déclenchent contre moi, une campagne dont vous voyez aujourd'hui les résultats ».

Dans cette association économique et politique de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud, « de 20 sardines et d'un requin » selon le mot de Pierre MOUSSA, directeur à la Banque Mondiale (23), le plus faible subit la ponction continue d'une fraction de son surplus économique et, fait tout aussi grave, une structuration aberrante de ses industries par les trusts internationaux. L'étranger retire de l'Amérique du Sud des capitaux largement supérieurs à ce qu'il avait investi ; l'épargne nationale, prêtée directement ou indirectement aux Sociétés étrangères est devenue, elle aussi, capital étranger.

Alors, comment s'étonner de la misère et de la révolte des masses ! Un phénomène nouveau mérite un instant d'attention : des bourgeoisies nationales se sont associées aux sociétés étrangères leur

servant parfois de prête-nom et d'écran, pour participer au partage du surplus, et à leur tour, exporter leur pactole. Elles participent ainsi à l'exploitation menée de l'étranger et soutiennent des régimes socialement rétrogrades. L'Amérique Latine, pays d'élection de la libre entreprise, se trouve au bord d'une guerre civile généralisée et de la révolution sociale. Un ouvrage vient de paraître ces mois-ci : son titre « *Demain, l'Amérique Latine !* » (Gilles GOZARD).

Voilà le Tiers-Monde d'hier et d'aujourd'hui. Partout, le sous-développement engendre la faim, et la faim, à son tour, maintient le sous-développement.

Briser le cercle de la faim, c'est d'abord briser celui du sous-développement.

Et comment sortir du sous-développement ?

Essentiellement en accroissant, par les réformes des structures et des techniques, le surplus national, et en veillant à ce que ce surplus soit réinvesti à des fins productives dans le pays. Hier, il s'est trouvé capté par l'étranger, demain il pourrait l'être par une bourgeoisie improdutive et budgétivore.

La politique du développement est une œuvre nationale, elle concerne toutes les catégories sociales de la nation ; elle n'est pas irréalisable, encore faut-il donner à tous une vision de l'avenir immédiat et la foi dans un grand dessein : c'est précisément le problème de la formulation d'une politique efficace du développement : c'est là le grand espoir du Tiers-Monde.

II

LE TIERS-MONDE, UNIVERS DE L'ESPOIR

Le Tiers-Monde sort de la nuit coloniale pour affronter un double passif. D'une part, la Société traditionnelle s'est disloquée et sa destruction paraît définitive. Il n'est pas d'auteur africain qui ne souligne la profonde désorganisation de la société africaine post-coloniale.

D'autre part, le Tiers-Monde découvre l'univers contraignant des techniques modernes. Jadis, l'homme agissait de concert avec les Ancêtres et dans une mystique panthéiste de participation. Aujourd'hui, l'homme domine la matière, et la technique est son vassal. Une cosmogonie statique s'effondre pour céder la place, lentement et difficilement, à une cosmogénèse. L'homme est créateur et pas seulement fils de créateur.

Nous ne mesurerons jamais la profondeur du trouble qu'apporte ce bouleversement de l'univers spirituel et intellectuel traditionnel, ni l'exceptionnelle promesse dont est porteur ce désordre (24). Seule la Renaissance occidentale peut nous servir de référence, porte de lumière qui troue la nuit de notre Moyen-Age.

L'on pense inévitablement au dernier acte de l'« Electre » de GIRAUDOUX : Argos flambe et se consume ; un monde passé s'effondre sous les yeux terrifiés d'une femme d'Argos. « Comment appelle-tu cela, demande-t-elle au mendiant, dieu déguisé, qui passe : « Cela porte un très beau nom, femme Narsès, cela s'appelle l'aurore ! ».

Le Tiers-Monde se situe aujourd'hui à l'aube de sa création, et c'est en cela qu'il représente un Univers de l'espoir. Tout n'est pas possible, mais beaucoup d'impossibilités viennent de tomber. C'est à la création que l'on reconnaîtra maintenant les créateurs !

Des choix fondamentaux sont à prendre par la génération actuelle. Des choix politiques essentiellement, et des choix techniques qui en seront la matérialisation (25).

Le Tiers-Monde et l'Afrique cherchent leur voie, et c'est aujourd'hui que l'on décide des tracés de demain. Certes, rien n'est irrévocable, et la jeunesse au pouvoir demain saura montrer son originalité. Cependant, des jalons sont posés aujourd'hui, qui, sur la voie du développement, permettront de mesurer, soit des raccourcis, soit des détours.

Souhaite-t-on fonder la Société de demain sur le profit individuel, c'est-à-dire sur une économie de marché et un gouvernement des entreprises privées ? Ou plutôt sur le principe de l'intérêt collectif, et donc sur une planification socialiste et des priorités communautaires ?

Dans le 1^{er} cas, il faudrait susciter une bourgeoisie dont l'enrichissement rapide, créateur d'épargne, soit aussi garant d'industrialisation ; et il faudrait que les masses paysannes acceptent cette vision de l'avenir.

Dans le 2^e cas, il conviendrait de forger un secteur agricole et industriel d'Etat ou sous contrôle d'Etat, l'investissement étant alors principalement public ; d'assurer une planification socialiste, c'est-à-dire réalisée dans l'intérêt de la majorité et d'associer tous les citoyens à la création d'une économie réellement nationale (26).

Le Tiers-Monde et l'Afrique d'aujourd'hui se veulent socialistes, mais, pour bien des raisons, ce socialisme paraît parfois hésitant.

L'éminent africaniste anglais, le Professeur Basil DAVIDSON a cette boutade à l'adresse des pays africains anglophones :

« Ce socialisme représente un effort confus mais sincère de la part de gens qui ne sont pas socialistes pour trouver un système qui ne soit pas capitaliste ».

L'Afrique d'aujourd'hui et celle de demain choisiront, et nous verrons que ces choix sont complexes. Dans l'immédiat, le Tiers-Monde s'est fixé comme objectif la lutte contre la faim, et celle plus générale, contre le sous-développement. Depuis l'indépendance politique, un certain nombre d'expériences économiques ont été tentées, dont les leçons inspireront les politiques de demain.

C'est dans cette perspective que j'analyserai les deux conditions générales d'une lutte contre la faim et le sous-développement :

— la condition minimale qui appelle une révolution des structures et des techniques agricoles ;

— la condition optimale qui exige la construction d'une économie nationale articulée et intégrée dans un espace international réaménagé.

A) *La condition minimale d'une victoire sur la faim : la révolution des structures et des techniques agricoles.*

La révolution agricole apparaît partout comme une condition impérative. Nécessaire pour combattre la faim et la misère, elle n'est cependant pas suffisante, à elle seule, pour assurer le développement d'une économie nationale.

L'agriculture mondiale de 1965, nourrit à peine et mal 2 milliards d'hommes sur 3. L'agriculture mondiale de l'an 2000 devra nourrir 7 milliards. L'agriculture malgache nourrit aujourd'hui, tant bien que mal, 6 millions d'habitants ; selon les prévisions du Ministère des Finances, il lui reviendra de nourrir vers l'an 2000, de 12 à 20 millions.

Or, un peu partout dans le Tiers-Monde, la population et les besoins présentent une nette avance sur les disponibilités. En Afrique même, la production agricole par tête recule. A Madagascar, selon les chiffres officiels, l'on produisait en 1954 quelques 220 kg de riz par habitant ; en 1964, on se tient à quelques 214 kg par habitant. Même si les productions montent en valeur absolue, la population croît souvent plus vite, et les disponibilités par tête baissent.

Il est clair que dans le Tiers-Monde d'aujourd'hui, caractérisé par une économie de production primaire, l'agriculture constitue indiscu-

tablement la base de tout développement. C'est elle qui fournira le surplus économique sur quoi s'appuie le développement général. L'objectif d'une politique agricole dynamique consiste donc à accroître rapidement ce surplus.

— En pratique, le problème est un peu plus complexe. Il n'y a pas une agriculture, mais il y en a deux; il n'y a pas un surplus, mais il devrait s'en rencontrer deux.

- Deux agricultures : l'agriculture vivrière et l'agriculture d'exportation, en attendant l'agriculture productive de biens transformables par l'industrie nationale.
- Deux surplus : un surplus physique formé de denrées alimentaires pour la population ; un surplus monétaire libellé en devises étrangères provenant de la vente à l'extérieur des produits tropicaux et de matières minérales.

L'agriculture vivrière alimente les campagnes et les villes, elle soutient toute la superstructure administrative et industrielle du pays.

L'agriculture d'exportation équipe, par ses recettes en devises, l'économie nationale en biens productifs, que seul l'étranger peut fournir pour le moment.

Toute stratégie agricole doit donc se fixer comme but la croissance rapide de ces deux types de surplus et veiller à leur réemploi en dépenses productives dans le pays.

— La nécessité d'une expansion rapide de l'agriculture vivrière n'est contestée par personne. L'on déplore plutôt, partout, la lenteur de cette expansion (27).

Il faudra bien se persuader du fait que la croissance des besoins alimentaires se trouve stimulée de nos jours par trois facteurs, dont aucun ne perdra de vigueur dans les années à venir : la croissance démographique, le rythme de l'urbanisation, la montée des revenus urbains (28).

Face à cette triple pression, tout retard de la production agricole se traduira par une hausse, peut-être irréversible, des prix. Une menace inflationniste peut donc naître, non seulement d'une émission excessive de billets, mais aussi et surtout d'une insuffisance durable des offres sur les marchés de consommation. C'est là l'inflation la plus stupide qui soit, puisqu'elle ne contribue en rien au développement et gêne plutôt qu'elle ne facilite l'investissement industriel. C'est sur votre tableau de bord, un indicateur, une lampe rouge à surveiller.

Dans beaucoup de pays du Tiers-Monde, la révolution de l'agriculture vivrière sera amenée à emprunter une triple voie, ces voies étant étroitement complémentaires :

● La modification des structures agraires paraît indispensable dans les pays surpeuplés d'Asie, d'Amérique Latine, d'Afrique, chaque fois qu'un régime privatif de concessions coloniales s'oppose à l'exploitation rationnelle et prioritaire des terres. Ce préalable est absolu, par exemple, en Amérique du Sud.

Certes, les obstacles sont nombreux et viennent tant de l'étranger qui s'est taillé une position dominante dans le pays, que des bourgeoisies locales, enrichies par des spéculations foncières rurales.

Mais une réforme juridique, à elle seule, ne suffit pas. Il s'agit moins de redistribuer des terres que d'organiser des unités agricoles productives, de dimension viable, correctement équipées, dotées de cadres techniques qualifiés et associant les paysans à leur gestion (29). Bien des communautés pourraient ainsi retrouver une vitalité perdue.

● Il s'agit en second lieu d'opérer, dans le cadre de ces unités, des choix techniques susceptibles d'accroître sensiblement la productivité du travail. Le choix de l'équipement, des engrais, des semences, des méthodes de travail est déterminant et suppose l'appui continu d'autorités compétentes. Les expériences, à Madagascar, dans le Fihेरnana et la Taheza sont, sur ce plan, plus qu'encourageantes. La formule des stations collectives d'équipement ne serait pas à négliger à ce stade.

● Voilà qui permettrait d'accroître très sérieusement le surplus agricole vivrier. Il demeure toutefois une troisième voie de réforme, car il ne suffit pas d'augmenter le surplus vivrier, il faut encore éviter que ce surplus créé ne soit stérilisé par des activités mal organisées ou parasitaires. Aujourd'hui encore, une part de ce surplus nourrit l'usure et des réseaux commerciaux douteux. Il serait navrant de voir l'Etat stimuler la production, mais, faute de crédit agricole organisé et de circuits valables de commercialisation, perdre le bénéfice de tels investissements (30).

— L'agriculture d'exportation pose des problèmes quelque peu différents. Sa position est ambiguë, car, dans tous les pays jadis sous coupe étrangère, l'on se rappelle encore trop bien la collusion entre agriculture d'exportation, c'est-à-dire de traite, et régime colonial. Monoproduction et monospéculation sont des méfaits de cette période. On lançait des produits, le sucre, le tabac, le coton, le café, l'arachide, le cacao, etc..., pour, l'affaire faite, voir s'effondrer leur marché et s'en désintéresser. La note était payée par les populations rurales. D'où



une méfiance que l'on comprend fort bien. De surcroît, les cours mondiaux sont demeurés très instables et tendent, en longue période, vers une baisse relative.

Et cependant, les produits primaires représentent une richesse indiscutable pour des pays pauvres. Cette richesse pourrait désormais profiter à l'économie nationale elle-même. Mieux encore, la conversion en devises étrangères du surplus agricole exportable fournit au pays les moyens monétaires pour acquérir à l'extérieur les équipements nécessaires à l'industrialisation.

— Nous voyons d'emblée la complexité du problème : il s'agit de concilier un problème de quantité et un problème de prix. Il serait naïf de croire à une augmentation des recettes en devises par la simple augmentation des quantités vendues. Au contraire, les surproductions suscitent des effondrements des prix qui, à leur tour, réduisent les recettes en devises (31).

Prenons un exemple parmi beaucoup d'autres : en 1962, Madagascar exportait 12.000 tonnes de pois du Cap et encaissait 657 millions de FMG ; en 1964, ses exportations de pois du Cap sont montées à 14.500 tonnes, mais, les cours étant tombés, les recettes monétaires ont baissé à 450 millions de FMG. Il ne suffit donc pas de crier victoire lorsque le volume des exportations augmente : le surplus physique exporté augmente certes, mais les devises obtenues en contrepartie diminuent. Or, seules les recettes monétaires nous intéressent, puisqu'elles seules permettent de régler les importations.

La stratégie des exportations agricoles visera donc un double objectif : accroître le surplus exportable et garantir des prix rémunérateurs :

L'accroissement du surplus exportable, outre les mesures techniques déjà citées pour l'agriculture vivrière, exigera une prospection sérieuse et suivie des marchés étrangers. C'est là une tâche qui revient normalement aux Consuls et aux Ambassades (32). Il supposera également la négociation de contrats à moyen et à plus long terme avec l'étranger, ce qui assurera aux producteurs nationaux des débouchés stables.

La stabilisation des recettes d'exportation résultera d'accords entre pays producteurs désireux d'éviter les surproductions et de négociations avec les pays acheteurs. Le café, le cacao, l'arachide, demain la banane, exigent que de tels accords soient préparés par les producteurs africains et malgaches.

Il est bien évident que le surplus d'exportation ne contribue au développement national que dans la mesure où les recettes d'exportation se trouvent rapatriées. Dans cette hypothèse, seul l'État bénéficiera des rentrées de devises et pourra financer les achats d'équipement. Ce problème concerne essentiellement l'organisation des circuits d'exportation et d'importation, le mauvais fonctionnement de ces derniers pouvant annuler l'effet bénéfique des exportations nationales.

En définitive, sans une amélioration rapide des productions vivrières, les zones de famine s'élargiront dans le Tiers-Monde, et sans une expansion des recettes d'exportation, le rythme du développement se ralentira.

Pour réussir sur ce double plan, de profondes réformes des structures, des techniques et des mentalités seront nécessaires. Ce n'est qu'à cette condition qu'une dynamique du développement agricole devient concevable et que se manifesteront des effets bénéfiques au niveau de l'alimentation, des emplois, des revenus, de l'industrialisation et de la balance des paiements extérieurs.

Cette dynamique n'atteindra cependant son plein effet qu'à partir du moment où les besoins en biens d'équipement seront satisfaits par une industrie nationale. La lutte contre la faim n'a de signification que doublée d'une lutte contre le sous-développement économique.

B) *La condition optimale d'une victoire sur le sous-développement : la construction d'une économie intégrée et le réaménagement des relations économiques extérieures.*

Pour nourrir les hommes, il faut rénover l'agriculture; mais pour les vêtir, les loger, leur assurer un minimum de bien-être dans notre univers technique, il faut industrialiser. L'expansion agricole se briserait d'ailleurs très vite, si elle n'était soutenue par un mouvement d'industrialisation et d'équipement général.

Au Congrès Mondial de l'Alimentation, réuni en 1963 à Washington, il a été reconnu par tous les spécialistes de la nutrition que « l'état actuel de la science de l'agronomie et de la nutrition permet d'éliminer la faim ». Le rapporteur français, Gabriel ARDANT conclut que « s'il n'en est pas ainsi, si ces techniques ne sont pas mises en œuvre, la faute en incombe à l'état de la société, particulièrement à l'état de son économie. La nécessité de réformes profondes s'en dégage avec évidence » (33).

J'ai évoqué précédemment la création d'un surplus par l'agriculture. L'accent sera mis désormais plus directement, sur l'affectation productive du surplus né dans une économie encore essentiellement agricole.

Il s'agit, par là de préparer le décollage économique, d'orienter ce décollage afin d'éviter de nouvelles distorsions, et de soutenir une croissance couplant agriculture et industrie. Un tel résultat, objectif essentiel de tout développement, n'est atteint que par une action concertée à la fois sur l'économie nationale et sur l'économie internationale. C'est à ce niveau qu'il est possible d'ébaucher les grandes orientations d'une nouvelle politique du développement des pays du Tiers-Monde.

1. La formulation d'une stratégie nationale de lutte contre le sous-développement relève certainement des impératifs les plus pressants (34).

L'expérience récente enseigne au Tiers-Monde qu'il se paie de mots s'il attend le salut de la seule aide extérieure. Cette aide ne couvrira jamais qu'une infime partie des besoins.

L'on estime officiellement à 50, voire à 70 milliards de dollars les investissements annuels minima nécessaires au Tiers-Monde; or l'aide annuelle effective, bilatérale et multilatérale, privée et publique, venant de l'Est et de l'Ouest, ne dépasse pas les 8 milliards de dollars, L'écart est donc immense et tout laisse à penser que cet écart s'élargira dans les années à venir.

Plus que jamais s'impose donc l'impératif de l'effort national pour le développement (35). Cet effort indispensable concerne l'ensemble des populations. C'est là une œuvre à la fois collective et nationale :

— collective, en ce sens qu'elle répond aux aspirations socialistes d'un Tiers-Monde qui veut que l'homme travaille pour l'homme et non contre lui, dans une économie communautaire et non d'exploitation;

— c'est aussi une œuvre nationale, en ce sens précis que les centres économiques de décision et d'exécution doivent être subordonnés au pouvoir politique national, et non se superposer à lui.

Cette stratégie nationale de développement, pour être cohérente et efficace, s'appuie sur une technique : la planification publique; elle vise un objectif : l'intégration économique en vue de l'accroissement des productions utiles et du relèvement du niveau de vie des masses.

La lutte contre le sous-développement et pour une économie intégrée ne peut être menée sérieusement que par la mise en œuvre d'une planification publique.

— La planification privée semble avoir échoué dans le Tiers-Monde; le capitalisme libéral ou monopolistique, qui avait longtemps sous sa coupe de nombreux pays du Tiers-Monde, et qui sévit encore dans quelques-uns (jetez un coup d'œil sur le Brésil), a prouvé son incapacité à créer des économies articulées (36). Ce n'est d'ailleurs pas là sa finalité.

En Europe même, le capitalisme traditionnel recule devant une certaine planification. Maurice DUVERGER constate que « déjà les Sociétés capitalistes ne sont viables que grâce à la part de socialisme qu'elles contiennent » (37).

— Le Tiers-Monde peut donc faire l'économie de ce détour improductif. Sa planification, d'inspiration socialiste, sera indicative ou impérative, centralisée ou décentralisée selon les besoins du moment et les possibilités institutionnelles. Selon le mot de F. PERROUX, la planification « doit comporter la mesure d'autorité et la mesure de décentralisation qui se révèlent fécondes dans l'expérience sociale, à l'efficacité et à l'humanisation de l'économie concrète » (38).

Ce principe étant admis, il demeure le problème fort important des relais par lesquels les pouvoirs politiques et les planificateurs agiront sur l'économie en vue de l'articuler et de la développer.

Dès lors que l'on entend créer, dans un esprit socialiste, une économie nationale intégrée, 3 relais sont à utiliser simultanément :

— le relais du secteur industriel public. L'on ne conteste en rien la légitimité des activités privées utiles ; l'on constate simplement que nulle part dans le monde ce secteur a suscité seul un développement économique articulé et intégré. D'autre part, ce secteur est essentiellement commercial et l'on surestime en général sa capacité à industrialiser un pays. Le Tiers-Monde africain fournit le meilleur exemple de la sous-industrialisation et l'Amérique Latine celui de la mauvaise localisation sectorielle (39).

L'essor de la France contemporaine est dû à son secteur économique public, et sa stagnation d'avant 1938 à la sclérose du secteur privé. Comment d'ailleurs dépasser le stade des déclarations verbales, si l'on ne dispose d'aucun levier de commande économique ? N'est-il pas aberrant de cantonner l'Etat, c'est-à-dire le contribuable, dans le

financement d'activités à rentabilité diffuse et de réserver les activités lucratives à fort pouvoir d'autofinancement au secteur privé qui boude l'industrialisation de base !

Il revient donc à l'Etat de lancer l'industrie des biens d'équipement et de fournir à l'agriculture d'abord les machines et les produits manufacturés nécessaires. A l'Etat d'organiser une industrie-cadre, celle des secteurs-clés, de réanimer par là les économies régionales, le secteur privé en sera le premier bénéficiaire grâce à l'accroissement des revenus et des dépenses. « Le secteur nationalisé (entendez le secteur économique public) conclut PERROUX, est l'instrument par excellence du socialisme partiel » (40).

— Le deuxième relais se trouve dans l'investissement public. Il n'est pas de développement économique sans une politique lucide et dynamique des investissements. L'essentiel de l'aide étrangère est d'origine publique : l'aide française à l'Afrique francophone est en moyenne d'origine publique pour 70 %. En Afrique même, les dépenses nationales de développement transitent par les budgets d'Etat. En France, 60 % de l'investissement total, sont publics ou sous contrôle public. Le capitalisme occidental enfin est né de la sollicitude de l'Etat; des manufactures royales aux chemins de fer du XIX^e siècle et aux larges subventions industrielles du XX^e siècle, les dépenses publiques ont structuré l'économie. De nos jours, l'investissement public est partout dominant, et bien des trusts américains, drapés dans leur idéologie de la libre-entreprise, vivent de commandes publiques pour ne pas dire de dépenses militaires. « Il y a désormais peu d'investissements qui soient réellement privés » note F. BLOCH-LAINE, ancien directeur du Trésor français (41).

L'investissement public dans les industries agricoles et d'équipement fournit la clé du développement ; pourquoi avoir la mauvaise grâce de ne pas le reconnaître ! De surcroît, l'investissement public fournit aux gouvernements un des leviers les plus efficaces de la restructuration économique.

— Enfin, un troisième relais se trouve dans les institutions financières publiques ou sous contrôle public. Jadis, dans les pays enrichis par le commerce, le financement du développement s'était réalisé par le truchement des marchés financiers. Les bourgeois plaçaient leur épargne en Bourse et achetaient les nouvelles actions des Sociétés en création ou en expansion. Bien entendu, les moyens financiers allaient aux affaires les plus lucratives, et souvent les plus spéculatives. La croissance européenne n'a pas été

ce que l'on appellerait une croissance harmonieuse, elle a été coupée de crises économiques, de scandales financiers et de luttes sociales. Aujourd'hui, en Europe même, ces marchés sont taris.

Dans les pays du Tiers-Monde, ils n'existent pas et leur création, sous leur forme traditionnelle, serait un affront aux doctrines socialistes. Partout, l'Etat centralise les fonds liquides, soit directement par le Trésor et les chèques postaux, soit indirectement par le contrôle des banques.

Il convient donc d'organiser les circuits et les institutions du financement du développement national, et d'y affecter l'épargne locale croissante. Une politique du crédit devient indispensable qui centre les activités économiques autour des pôles nationaux de croissance. La structure du crédit appelle ainsi une profonde modification au profit des investissements productifs.

Ce troisième relais fournit à l'Etat un moyen d'action à la fois efficace et incontesté.

Telles seraient très résumées, les grandes lignes d'une stratégie nationale du développement. Les disponibilités nationales et l'aide étrangère doivent assurer de concert le développement coordonné de l'agriculture et de l'industrie. L'expansion ainsi suscitée ne doit plus se diffuser vers l'extérieur, mais vers les industries et les entreprises nationales. L'Etat doit veiller au développement harmonieux et structuré des activités-clés nationales. Ce n'est qu'alors que le surplus peut devenir cumulatif et susciter la toile d'araignée des liaisons inter-entreprises à la base de tout développement ordonné.

Mais ce n'est là qu'une moitié du problème. Le Tiers-Monde subit les impulsions de l'extérieur et il se meut dans un cadre international, qui limite sa politique. Il lui faut une stratégie extérieure susceptible de réaménager les liaisons économiques internationales traditionnelles.

2. Le mérite essentiel de la Conférence de Genève sur le Commerce et le Développement du printemps 1964 est d'avoir brutalement mis en lumière la nécessité d'une nouvelle stratégie économique internationale à l'usage des pays sous-développés.

L'on s'est un peu mieux rendu compte que, pour une large part, l'accroissement et l'affectation productive du surplus national dépendent, actuellement encore, de l'environnement international. C'est là certes un problème nouveau, dont se souciaient peu les pays sous dépendance coloniale et qui semble surprendre certains responsables d'aujourd'hui : Il est vrai qu'il présente une complexité peu commune.

— Comment se présente, très schématiquement, l'économie internationale des deux derniers siècles ? (42). Les années 1920-1930 font figure d'années de transition entre deux grandes périodes, celle du XIX^e siècle sous domination anglaise, et celle du XX^e siècle sous domination américano-soviétique. La Chine continentale sera, sauf accident, du concert, vers l'an 1980.

— Au XIX^e siècle, une nation maritime et marchande, la Grande-Bretagne, dominait les relations économiques internationales. Fait capital, la révolution industrielle avait éclaté dans cette île aux ressources naturelles limitées et en un temps qui ignorait les produits de synthèse. Il en est résulté une rapide diffusion de la croissance économique à partir du Centre anglais vers les pays périphériques fournisseurs de matières premières. Les capitaux ont suivi les hommes et ont facilité l'industrialisation progressive des pays neufs.

L'économiste anglais Dennis ROBERTSON appelle l'Angleterre de cette période « une machine de croissance » qui aspirait les matières premières et rediffusait les capitaux d'investissement. En un siècle, le revenu national anglais a décuplé, mais fait essentiel, les importations anglaises ont été multipliées par 20. Tout un Tiers-Monde périphérique s'est greffé sur la croissance anglaise et en a profité (Canada, Etats-Unis, Argentine, Australie).

— Avec le XX^e siècle, un bouleversement brutal apparaît. Les guerres appauvrissent les uns, et enrichissent les autres. L'Angleterre s'efface devant deux supernations que l'histoire pousse, un peu malgré elles, sur le devant de la scène mondiale, les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

Qu'en sera-t-il de la dynamique de croissance du XIX^e siècle ? Elle disparaîtra dans sa forme connue. Les deux nouvelles puissances internationales diffèrent, en effet, fondamentalement de l'ancienne puissance dominante : URSS et Etats-Unis sont des Sociétés moins maritimes que continentales, moins marchandes que productrices à grande échelle, moins portées vers la spécialisation que vers la création d'une économie nationale complexe. Leurs relations économiques extérieures deviennent insignifiantes face à leur produit national. Leur croissance, qui est rapide, ne se diffuse que faiblement vers la périphérie, c'est-à-dire vers le Tiers-Monde du XX^e siècle.

Fait plus grave, ces supernations coalisent autour d'elles des économies satellites ayant atteint des degrés voisins d'industrialisation ou pouvant rapidement les atteindre. Dès lors, les échanges et les mouvements de capitaux se cantonnent à l'intérieur de ces espaces nouveaux en voie d'organisation. Le Marché Commun Européen fournit un exemple parfait dans l'ensemble plus large de l'économie atlantique.

Le Tiers-Monde perd « sa machine de croissance » : jadis l'on parlait d'une « expansion par le commerce extérieur »; en 1964, l'économiste argentin Raoul PREBISCH, secrétaire général de la Conférence de Genève, parle d'un « blocage par l'extérieur ».

— Que se passe-t-il ?

Les pays sous-développés d'aujourd'hui affrontent un univers économique qui n'a pas préparé leur venue. Comme jadis les prolétaires de Malthus, ils sont en surnombre aux banquets des puissances nanties.

Toutefois, leur chance et leur espoir se trouvent dans le fait que cet univers n'a pas encore trouvé sa structuration stable et qu'ainsi le dialogue demeure ouvert :

— En 1948, la Conférence Mondiale de La Havane, contrôlée par les Etats-Unis, avait été une œuvre de restauration des anciennes dominations.

— En 1964, la Conférence Mondiale de Genève, inspirée par le Tiers-Monde, a vigoureusement contesté les privilèges établis et a remis en question à la fois le système traditionnel des échanges internationaux et l'organisation monétaire existante.

C'est précisément sur ces deux plans que devrait se situer la nouvelle stratégie extérieure des économies du Tiers-Monde.

— En matière d'échanges internationaux, le Tiers-Monde se trouve aujourd'hui dans une situation difficile. Les exportations et les importations n'ont guère changé de contenu, et leur contribution au développement national intégré demeure limitée. L'on note même l'apparition d'obstacles graves qui pourraient un jour freiner sérieusement les échanges extérieurs.

De surcroît, nombre de pays industriels n'ont pas saisi exactement l'ampleur des besoins, ni la profonde détresse du Tiers-Monde (43).

Un triple « blocage par l'extérieur » semble gêner de plus en plus le développement du Tiers-Monde :

— Un blocage par le déficit constant ou même croissant des balances commerciales. L'on sait que les exportations permettent de payer les importations. Un excès d'exportation sur les importations enrichit le pays, puisque ce dernier obtient de l'or ou des devises. Un excès d'importation sur les exportations endette le pays face à l'étranger.

Or, tout développement économique se trouve lié à des volumes croissant d'importations, dont toutes d'ailleurs ne servent pas le développement. Quand un pays importe presque autant de boissons alcoo-

lisées que de machines agricoles, il faudrait comme dirait Shakespeare, revoir certaines choses au royaume de Danemark !

En 1928, les pays du Tiers-Monde bénéficiaient de balances commerciales excédentaires d'une valeur de 3 milliards de dollars actuels; en 1958, l'on est passé à un déficit global de 4 milliards, et l'on prévoit pour 1970 un creux total de 20 milliards. Le développement politique et économique s'inscrit sans relais dans les balances des paiements.

● Comment financer ce déficit croissant ? Deux solutions :

ou bien réduire les importations, mais alors le rythme du développement sera lui aussi réduit; en fait, une compression des importations d'utilité secondaire peut toujours être réalisée ;

ou bien accroître les exportations, ce qui suppose une réorganisation de la production intérieure, une plus large ouverture des marchés étrangers et une stabilisation des cours (44). Pratiquement, il convient d'agir dans les 2 directions citées : sélectivité des importations, extension des débouchés à prix stables.

— L'on dénonce en second lieu un blocage par les rapports d'échange. Le mécanisme est simple :

Les pays sous-développés exportent leurs produits primaires à des prix non seulement fluctuants à court terme, mais surtout stagnants ou décroissants sur une plus longue période; ils importent par contre des marchandises industrielles et autres, dont les prix augmentent régulièrement.

Ils se trouvent donc dans l'obligation d'offrir des volumes croissants de café, de sucre, de cacao, de pois du Cap, etc., pour un volume inchangé de biens d'importation. Des théoriciens de la monnaie vous démontreraient même qu'une inflation importée, de type rampant, passe par ce canal.

Or, c'est là un mécanisme très grave d'appauvrissement du Tiers-Monde qui a survécu à l'époque coloniale, et qui n'est pas plus fatal que celle-ci.

Les chiffres suivants vous donnent une image de l'ampleur des pertes subies : de 1950 à 1960, l'aide étrangère globale au Tiers-Monde s'est élevée à 47,4 milliards de dollars ; le rapatriement des profits et des intérêts ramène cette aide à 26,5 milliards; les pertes par la détérioration des rapports d'échange sont estimées à 13 milliards: donc sur 47 milliards versés, quelques 13 milliards seulement bénéficient réellement aux pays du Tiers-Monde.

Ce mécanisme, qui joue au profit des pays industriels, éponge

chaque année une partie du surplus économique et freine d'autant le rythme du développement des pays pauvres.

— Enfin, il se rencontre un troisième obstacle majeur au développement: le protectionnisme agricole et l'insuffisante ouverture industrielle des pays développés. L'existence de telles barrières explique la baisse, depuis 1950, de la part des pays sous-développés dans le commerce international. Un double dommage en découle :

— d'une part, les exportations sont ralenties dans leur croissance, ce qui aggrave le problème du règlement financier des importations,

— d'autre part, l'industrialisation du Tiers-Monde se trouve gravement handicapée, faute de marchés extérieurs suffisants et faute de pouvoir donner aux entreprises industrielles nationales une dimension optimale susceptible d'intégrer continuellement le progrès technique.

— En matière financière internationale, la situation actuelle prête également à quelque inquiétude.

Je ne parlerai pas ici de l'aide financière extérieure bilatérale et multilatérale, qui exige à elle seule une étude approfondie. Je constate simplement qu'elle ne couvrira jamais qu'une faible fraction des besoins.

J'ajouterai d'autre part, que la capacité d'emprunt, c'est-à-dire en réalité la capacité de rembourser capital et intérêt, n'est pas sans limite et que d'aucuns ont retrouvé, par le chemin de l'endettement excessif, les chaînes de la dépendance politique et économique. Tout cela pour vous dire, que le développement est d'abord une œuvre d'énergie nationale.

— Il est un autre problème dont on parle beaucoup depuis quelques mois : la réforme du système monétaire international (45).

Les nations industrielles dominantes discutent en club fermé d'un nouveau système ou d'un aménagement de l'ancien, qui permettrait d'accélérer les échanges entre elles et de maintenir le rythme acquis de croissance. Le Tiers-Monde, pour le moment, assiste aux conférences de presse; il n'a soumis aucun projet qui détaillerait les besoins des pays en voie de développement.

Que le nouveau système monétaire international soit basé sur l'or, ou sur des devises fortes convertibles en or, ne soulage en rien la misère du Tiers-Monde qui ne dispose ni de l'un, ni des autres.

A quoi sert d'ailleurs une organisation monétaire internationale si elle ne facilite pas les échanges de toutes les nations, y compris de celles qui veulent se développer et s'industrialiser !



Pour l'instant, nous n'avons pas de telle organisation, nous connaissons plutôt un club des nations riches dont la loi s'étend à l'ensemble des pays évoluant dans leur orbite.

Même dans ce cadre plus limité, la part du Tiers-Monde paraît négligeable. Quels sont les mécanismes financiers internationaux spécifiques qui animent le développement du Tiers-Monde ? Des miettes !

Dans cette controverse actuelle, le Tiers-Monde doit faire entendre sa voix. C'est dans cette perspective que la conférence du Président Pierre MENDÈS-FRANCE au Colloque de Rohovoth, en août 1965, prend un relief exceptionnel (46). S'il demeure admis que les pays industriels obtiennent des crédits internationaux sur la base de leur réserve-or et devises, il paraît indispensable d'accorder au Tiers-Monde de très larges facilités financières sur la base nouvelle de réserve de matières et de produits primaires.

Cette suggestion doit retenir l'attention des pays du Tiers-Monde dont tout l'effort devrait viser à rendre cette proposition techniquement praticable.

Cette analyse théorique conduit à un certain nombre de conclusions pratiques. Je les résume en cinq points :

1° Il est nécessaire et urgent de créer un « Fonds alimentaire mondial » regroupant les surplus vivriers des pays développés pour les mettre à la disposition des populations du Tiers-Monde engagées dans les travaux d'investissements productifs.

2° Il est urgent pour les Tiers-Monde d'obtenir rapidement une stabilisation des cours mondiaux à des niveaux donnant à la fois aux Gouvernements les moyens financiers d'une politique des importations utiles, et aux producteurs les liquidités nécessaires à l'autoéquipement.

3° Parallèlement, il paraît indispensable d'harmoniser entre elles les productions africaines, d'éliminer les concurrences stérilisantes et d'organiser des espaces industriels intégrés, seule chance d'industrialisation de l'Afrique.

4° Le développement du Tiers-Monde, et de l'Afrique en particulier, n'est guère réalisable sans négociation avec tous les pays d'accords commerciaux préférentiels pour les produits primaires et les articles industriels. Cela suppose dans les pays développés une politique plus hardie de plein emploi et quelques reconversions industrielles dont tous pourraient profiter.

5° Une profonde révision du système monétaire international s'impose. Le moment semble se rapprocher où l'aide internationale, trop souvent prétexte au maintien de structures économiques périmées

devra céder le pas à des organisations financières régionales, démembrément d'institutions financières internationales rénovées, et à la direction desquelles participeraient tous les pays intéressés.

La base du crédit doit être révisée pour faciliter au Tiers-Monde l'accès à des prêts à long terme et à des taux d'intérêt faibles.

Ces quelques points d'un programme d'urgence présupposent le renouvellement de la philosophie sociale, pour ne plus voir dans l'aide et le crédit internationaux un élément d'une stratégie politico-militaire, mais d'abord un instrument de redistribution productive du revenu international, et, à plus long terme, le moyen d'une plus profonde restructuration des productions et des échanges internationaux.

*Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,*

Notre monde économique se trouve à nouveau à la veille de très grandes mutations technologiques. Une troisième grande révolution industrielle se prépare dans les pays développés et l'an 2000 pourrait nous donner les premiers résultats de cette extraordinaire aventure (47).

Le Tiers-Monde lui-même naît à une conscience économique élargie. Ces dernières années lui ont permis de surmonter quelques illusions : celle de la solidarité des pays sous-développés : la Conférence de Genève a vu se former « un Quart-Monde » africain et asiatique en désaccord avec « le Tiers-Monde » sud-américain (48) ; l'illusion d'un décollage rapide quand stagne l'agriculture, quand boude l'industrialisation et quand les bouches se multiplient ; l'insuffisance de l'aide extérieure face à l'ampleur des besoins : 8 milliards face à 50 ou 70 ; la déception de voir les pays développés s'intéresser trop marginalement au Tiers-Monde, de discuter âprement les 8 milliards, mais d'engouffrer 150 milliards dans les dépenses d'armement (49).

Tout cela, le Tiers-Monde se doit de le surmonter. La misère et le sous-développement ne reculeront que devant les efforts coordonnés et organisés des populations du Tiers-Monde lui-même.

Un immense effort d'information et d'éducation économiques est à réaliser à tous les niveaux, et l'on peut se demander pourquoi dans ces pays en lutte contre les raretés, l'enseignement économique n'est qu'une Cendrillon délaissée.

Les temps du laissez-faire sont définitivement révolus. Il revient désormais aux autorités nationales de tracer les lignes d'une évolution

planifiée et de créer les instruments économiques susceptibles de traduire les mots et les intentions en réalités.

— Pas de salut sans une profonde rénovation de l'agriculture liée à l'expansion prioritaire des cultures vivrières qui nourrissent la population.

— Pas de salut sans une industrie nationale articulée, appuyée sur de nouvelles sources d'énergie et englobant les biens d'équipement. Souvenez-vous de ce mot de François PERROUX « l'impulsion principale vient des biens de production et va vers les biens de consommation ».

— Pas de salut sans ententes entre pays du Tiers-Monde pour créer les espaces économiques élargis de la croissance de demain.

— Pas de salut enfin, sans un changement profond de l'économie internationale elle-même.

Rien de tout cela n'est impossible. Mais tout cela, pour se réaliser, demande une révolution totale des mentalités. Il s'agit d'une œuvre collective et nationale dont l'objectif est le mieux-être des masses paysannes et urbaines.

Dans le monde d'aujourd'hui, il est d'une urgence absolue que l'Afrique s'unisse pour se faire entendre; elle doit s'unir tout simplement pour survivre libre !

ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE

Cette annexe n'est qu'un résumé très succinct des notes et documents publiés à la suite de l'Exposition sur la Faim dans le Monde ; « le texte intégral sera reproduit dans le numéro 2 (année 1967) de la Revue Economique de Madagascar ».

- (1) L. MAIRE : *La faim, problème mondial*, Rencontre Internationale de Genève, Neuchâtel, 1960, p. 12 s.
 Prof. R. DEBRÉ : *La faim et l'enfant*, idem, p. 57 s.
 R. DUMONT : *Faim dans le Monde et responsabilité des hommes*, idem, p. 88 s. ;
 et *Le Monde*, 6 juillet 1965, texte relatif à la guerre du Vietnam.
- (2) P. MOUSSA : *Les Etats-Unis et les Nations Proletaires*, Seuil, Paris 1965, p. 55.
- (3) R. MALTHUS : *Essai sur le principe de la population et des effets de celui-ci sur l'amélioration future de la société*, 1803.
- (4) D. RICARDO : *Principes de l'Economie Politique et des Impôts*, 1817.
- (5) Cf. *La littérature générale sur le Tiers-Monde et sa misère physique*.
- (6) Cf. Les ouvrages de Josué de CASTRO, spécialement les travaux suivants : *la Géopolitique de la faim* (1951), *le Livre Noir de la faim* (1958 et 1961), *Une zone explosive : le Nord-Est du Brésil* (1965).
- (7) *Tableau des disponibilités calorifiques en fonction des besoins*, cf. Situation Sociale dans le Monde, O.N.U., 1952, reproduit dans « 6 milliards de bouches à nourrir » F.A.O.
- (8) Cf. *Les travaux de la F.A.O. sur la nutrition*.
- (9) F.A.O. : *L'Agriculture dans l'économie mondiale*.
- (10) *Plans régionaux*, Commissariat au Plan, Tananarive.
- (11) *La misère en Amérique Latine*. Cf. entre autres l'ouvrage collectif : *Où va l'Amérique Latine ?* Edit. Maspéro.
- (12) O.N.U. : *Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique*, 1964.
 GATT : *Rapport annuel*, 1964.
- (13) F.A.O. : *6 milliards de bouches à nourrir* ; « *L'Agriculture dans l'économie mondiale* ».
- (14) Cf. J. SURET-CANALE : *Afrique Noire, Occidentale et Centrale*, Tomes 1 et 2
 Cf. la bibliographie abondante citée par SURET-CANALE.
- (15) Paul BARAN : *The political Economy of Growth*, New York, 1962.
 Ch. BETTELHEIM : *Planification et croissance accélérée*, Paris, Maspéro, 1964.
- (16) B. DAVIDSON : *Mère Afrique*, P.U.F. Paris, 1965, p. 51 s.
- (17) J. SURET-CANALE : op. cit., p. 12-28 ; 39-78 ; 203 s.
 Paul OTTINO : *Les Economies paysannes du Bas-Mangoky*, Paris, 1964.
- (18) FRANKEL : *Capital Investment in Africa, its course and effects*, Londres, 1938.
- (19) Cf. *Rapports officiels* des Pères LELONG et DAIGRE ; R. DELAVIGNETTE : *Les paysans noirs*, Paris, 1931 ; *Rapport* du Colonel PALES à la Conférence interafricaine sur l'alimentation et la nutrition, 1949, Doc. Franç., 1950.

- (20) *Où va l'Amérique Latine ?* op. cit.
- (21) *idem*, p. 31 s.
- (22) E. BAILBY : *Brésil, pays-clef du Tiers-Monde*, Paris, 1964.
J. de CASTRO : *Une zone explosive : le Nord-Est du Brésil*, Paris, 1965.
- (23) P. MOUSSA : *Les Etats-Unis et les Nations prolétaires*, 1965, p. 42.
- (24) *Rencontres Internationales de BOUAKE*, Edit. du Seuil, 1965.
Cf. les *Conférences* remarquables de Amadou HAMBATÉ BA et Joseph KI ZERBO ;
F. FANON : *Les Damnés de la Terre*, Paris, 1961.
J. WODDIS : *L'avenir de l'Afrique*, Paris, 1964.
B. DAVIDSON : *Les voies africaines*, Paris, 1965.
- (25) *Economie et Culture*, Présence Africaine, Paris, 1965.
- (26) *C'est tout le problème du « choix des voies africaines » du développement* ;
Cf. B. DAVIDSON : op. cit.
- (27) Louis MALASSIS, Rev. Tiers-Monde, oct.-déc. 1964.
- (28) F.A.O., *Projections agricoles pour 1970*.
- (29) R. BARRE : *Réformes agraires et Développement*, dans « Développement et Civilisation », juin 1965, numéro spécial sur les Réformes Agraires.
- (30) Bulletin mensuel, F.A.O., avril 1964 ; R. DUMONT : *L'Afrique Noire est mal partie*, Paris, 1962, cf. p. 27 s.
- (31) Bulletin mensuel de la F.A.O., avril 1964.
- (32) Application de l'analyse des élasticités-revenus dans les pays du Tiers-Monde.
Un tel essai a été réalisé par les planificateurs tunisiens, par exemple.
- (33) G. ARDANT : *Plan de lutte contre la faim*, P.U.F., 1964 ; *Le Monde en Friche*, P.U.F., 2^e édit., 1963.
- (34) O.N.U. : *Planification en vue du développement économique*, vol. II, 1965, p. 2 (Celso-FURTADO).
- (35) Rapport JEANNENEY : *La politique de Coopération sur les pays en voie de développement*, Paris, 1963 ; cf. Etude de Cl. GRUSON.
- (36) F. PERROUX : *Techniques quantitatives de la Planification*, Paris, 1965, p. 150.
B. DAVIDSON : *Les Voies Africaines*, Paris, 1965, p. 113 s.
- (37) M. DUVERGER, Le Monde, 5 sept. 1965, sur *le Socialisme et l'Occident*.
- (38) F. PERROUX : *L'image de l'« homme nouveau » et les techniques « collectives du second XX^e siècle »*, Rev. Tiers-Monde, oct.-déc. 1964, p. 646 s.
- (39) B. DAVIDSON : *Les Voies Africaines*, op. cit., p. 122.
F. PERROUX : *Les Techniques quantitatives*, op. cit., p. 150 ; 161-173 ; 241 s.
- (40) P. MOUSSA : *Les Etats-Unis et les Nations Prolétaires*, op. cit., p. 71.
O.N.U. : *Planification en vue du développement économique*, op. cit., p. 5 § 10.
- (41) BLOCH-LAINE : *L'Investissement public* dans Encyclopédie Française, tome 9, p. 9-22-11 ;
E. BERLE : *Propriété, Production et Révolution*, Rev. Econ. Appl., 1964, n° 213 ;
O.N.U. : *Cycle d'étude des Nations Unies sur la Planification Industrielle*, São Paulo, 1963, New York, 1964.

- (42) Cf. Les importants travaux consacrés à l'étude du système économique international par :
 F. PERRON : *La Coexistence Pacifique*, P.U.F., 1958, et *l'Economie du XX^e siècle*, P.U.F., 1964, 2^e édit.
 J. WEILLER : *L'Economie Internationale de juin 1950*, P.U.F., 1965.
 G. de LACHARRIERE : *Commerce extérieur et Sous-développement*, P.U.F., 1964.
 G. MYRDAL : *Une Economie Internationale*, P.U.F., 1958.
 G. MARCY : *Relations Economiques Internationales*, Thémis P.U.F., 1965.
 A. PHILIP : *Rapport à la Conférence Mondiale sur le Commerce et le Développement*, Rev. Econ. de Madagascar, 1966.
- (43) B. BOCHET : *Note sur l'organisation et les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement*, Rev. Tiers-Monde, oct.-déc. 1965, p. 882 s.
- (44) J. ROYER : *La structure économique des pays industriels est-elle compatible avec les besoins de développement économique des pays neufs ?* dans Econ. Appliquée, 1959, p. 489 s.
- (45) Cahiers I.S.E.A., Série P n° 8, 1963 « *Bilan de crise d'un système international des paiements* » : J. WEILLER, op. cit. — Rapport du groupe d'études sur la création d'instruments de réserve, (Rapport OSSOLA) Paris, mai 1965.
- (46) P. MENDÈS-FRANCE : « *Communication sur la Réforme monétaire Internationale et les pays sous-développés* », conférence de Rehovoth, Israël, août 1965.
- (47) P. MASSE : *Le Plan ou l'anti-hasard*, Gallimard, 1965, p. 26, Bulletin SEDEIS, mars 1965, n° 913 : « *Prospective à long terme* », p. 42-45 ;
 F. BAADE : *La course à l'an 2000*, P.U.F., 1963 ;
 Doc. Française : *Réflexions pour 1985*, Paris, 1964.
- (48) G. de LACHARRIERE, Rev. Tiers-Monde, oct.-déc. 1964, p. 899 s.
- (49) P. URI : « *Dialogue des Continents — Un programme économique* », Paris, 1963, qui est un modèle de monologue.
 P. GEORGE : *Panorama du Monde actuel*, P.U.F., Paris, 1965.